

La stratégie russe en trois mots : « crimes de guerre »

Monde

Par Phillips O'Brien

Publié le 6 octobre 2026

*Professeur d'études stratégiques à l'école de relations internationales de
l'université St Andrews (Ecosse).*

Phillips O'Brien, professeur d'études stratégiques à l'université de St Andrews, analyse chaque semaine la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Dans cette chronique du 4 octobre, il décrit la nouvelle phase de la stratégie russe : incapable de progresser au sol et dépassée par les frappes ukrainiennes dans la profondeur, la Russie mise sur la destruction des conditions de vie civile, énergie, transports et eau, pour rendre les grandes villes ukrainiennes inhabitables et arracher un accord. Il revient aussi sur les succès de l'opération ukrainienne Vivaldi, où les robots prennent une place croissante, et sur les révélations concernant les intérêts commerciaux qui lient l'administration Trump à Moscou. Nous traduisons et adaptons ses analyses avec son accord.

Les Russes sont en difficulté sur terre comme en mer et peinent à se protéger des attaques ukrainiennes à longue portée. Il ne leur reste donc qu'un seul véritable « avantage » stratégique, que nous allons voir se déployer dans les prochains mois. Comme l'ont montré les informations publiées cette semaine, la stratégie russe vise désormais à rendre l'Ukraine invivable, à commencer par ses principales villes : une stratégie de crimes de guerre.

Il faut replacer cette stratégie dans son contexte. Les Russes piétinent sur le terrain, tandis que l'Ukraine se montre de plus en plus efficace dans ses opérations à distance. Faute de mieux, Moscou devra donc s'appuyer sur ses propres frappes dans la profondeur pour obtenir un effet stratégique et tenter de contraindre les Ukrainiens à accepter un accord conforme à ses intérêts, avec l'aide des États-Unis, ne l'oublions pas. Car sans la ressource des crimes de guerre, chacun verrait que la Russie est en train de perdre cette guerre.

« Il n'y a plus de règles »

« Il a dit qu'il n'y avait plus de règles. » Le « il » auquel Volodymyr Zelensky fait référence est, sans surprise, Vladimir Poutine. Le président ukrainien et son entourage ont commencé ces derniers jours à dire ouvertement, d'abord dans le *Financial Times* puis directement, ce qu'ils anticipent de la stratégie russe. La formule ne vise pas à suggérer que Poutine aurait jusqu'ici respecté les « règles » de la guerre, ce qui serait absurde : les Russes n'ont jamais conduit leurs opérations dans le respect du droit international. Les limites qu'ils se sont imposées tenaient à la crainte de représailles ukrainiennes, à la peur d'une réaction internationale ou aux conséquences possibles pour leur propre armée et leur propre population. S'ils n'ont pas attaqué directement les centrales nucléaires ukrainiennes, ce n'est pas par respect du droit, mais parce qu'une telle attaque pourrait se retourner contre eux,

provoquer une réaction dramatique à travers l'Europe et contaminer jusqu'à leurs soldats et leurs citoyens.

Or les Ukrainiens affirment disposer de renseignements directs indiquant que cet hiver, et en réalité dès maintenant, les Russes vont s'affranchir de la quasi-totalité de leurs restrictions actuelles pour contraindre Kiev à accepter leurs exigences. Ils frapperont l'énergie, les transports et jusqu'à l'approvisionnement en eau, afin de paralyser la vie civile. Les cibles principales seront Kiev, Kharkiv, Odessa et Lviv, celles-là mêmes que je désigne depuis des mois en annonçant un automne et un hiver rigoureux. Le calendrier russe est précis : rendre les villes ukrainiennes « inhabitables », provoquer une nouvelle crise de réfugiés et forcer le gouvernement ukrainien à conclure un accord au premier semestre 2027.

Les attaques envisagées contre les centrales nucléaires méritent qu'on s'y arrête. Elles pourraient n'être, en un sens, que l'accélération d'un phénomène connu : des tentatives non pas de détruire les centrales, mais de les déconnecter du réseau électrique, opération déjà extrêmement dangereuse en elle-même, dont le Royal United Services Institute analysait le risque dès 2025. Selon les informations publiées cette semaine, notamment par le *New York Times*, les Russes pourraient franchir un cran supplémentaire en tentant de couper l'alimentation en eau, et donc les systèmes de refroidissement, des trois centrales nucléaires ukrainiennes encore en activité. Ces trois centrales sont devenues la pièce maîtresse du réseau électrique ukrainien : les Russes ont détruit la quasi-totalité des autres grandes capacités de production, des barrages aux centrales hydroélectriques, et l'Ukraine ne peut plus guère compter que sur le nucléaire et sur une capacité solaire croissante.

La semaine écoulée n'a rien de rassurant pour ceux qui pensent que les Russes ne franchiront pas ce pas. Nous avons déjà eu un aperçu de cette Russie « sans règles ». Les Russes ont lancé deux séries d'attaques contre les grands ponts de Kiev :

d'abord, à deux reprises, contre le pont Sud, sans doute l'axe le plus important entre l'est et l'ouest de la ville, emprunté par le métro, et toujours fermé à la circulation à l'heure où j'écris ; puis, hier, contre le pont Nord, touché au niveau des piles qui soutiennent la structure. Le ministère russe de la Défense a revendiqué ces frappes avec enthousiasme, expliquant qu'elles visaient à « faciliter les mouvements de troupes et la logistique des livraisons de matériel militaire ». L'objectif réel est de rendre Kiev si invivable, notamment pour les nombreux habitants de la rive orientale, que leur départ s'amorce. Autre signe de la nouvelle stratégie : les Ukrainiens ont indiqué que les Russes utilisaient des drones Geran, la version russe des Shahed, spécialement modifiés pour détruire des pylônes électriques.

L'orientation générale de la campagne n'a rien de surprenant. Si les Russes commencent plus tôt que prévu, c'est sans doute qu'ils redoutent les progrès des systèmes anti-drones ukrainiens, conçus pour contrer leurs drones à réaction, ou qu'ils estiment que leurs plans prendront du temps. La logique d'ensemble, elle, est claire : fomenter cette année une crise civile bien plus grave que par le passé, pour contraindre le gouvernement ukrainien à céder et, éventuellement, pousser les États européens à faire pression sur Kiev pour qu'il capitule. Les raisons de ce choix en disent long sur l'évolution de la guerre. La progression terrestre russe est bloquée, les pertes humaines sont catastrophiques, et Moscou peine à contrer les frappes ukrainiennes dans la profondeur, qui ont encore touché plusieurs raffineries importantes cette semaine. Sur une grande partie du front, les événements évoluent dans le sens stratégique de l'Ukraine, et c'est précisément cette incapacité à inverser la tendance qui pousse Poutine à persister dans les crimes de guerre.

Le calcul russe est d'une simplicité brutale. L'Ukraine est vulnérable et les crimes de guerre sont, aux yeux de Moscou, le moyen de la faire plier. Poutine semble prêt à parier que les Ukrainiens ne riposteront pas par des crimes comparables, ou

que les pressions américaines et européennes limiteront leur riposte. Les crimes de guerre constituent aujourd'hui le principal atout militaire et technologique de la Russie, et l'expérience des réactions américaines et européennes passées lui a appris qu'elle peut commettre les pires exactions sans que rien ne change. D'un point de vue strictement stratégique, les Russes ne sont pas seulement confortés dans les crimes de guerre : ils sont pratiquement incités à les commettre. Voilà la guerre que nous avons laissée s'installer dans le monde moderne. Ne détournez pas le regard.

Opération Vivaldi : toujours plus de robots

L'une des raisons pour lesquelles les Russes vont redoubler dans cette voie, c'est que la guerre sur le front tourne mal pour eux, et semble même s'aggraver. Les pertes russes atteignent des niveaux extrêmes : l'état-major ukrainien les a estimées à plus de 46 000 hommes pour le mois de septembre, un record mensuel, en hausse de près de 50 % par rapport aux pertes mensuelles du début d'année. Dans le même temps, le recrutement peine à suivre. Selon une analyse conduite au premier semestre 2026 par l'économiste Janis Kluge, de l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité, les forces russes auraient recruté entre 800 et 1 000 soldats par jour au premier trimestre 2026, contre 1 000 à 1 200 par jour un an plus tôt. Si ce rythme ne s'est pas encore dégradé davantage, il laisse les Russes face à une érosion réelle et continue de leurs effectifs.

L'opération Vivaldi n'arrange rien. Les Ukrainiens estiment qu'elle a infligé à elle seule au moins 5 000 pertes russes, estimation minimale puisque nous ne disposons que des comptes rendus du 3e corps d'armée. Fait notable, le nombre de prisonniers ne cesse d'augmenter : jusqu'à 250 soldats russes se seraient rendus cette semaine, et l'armée ukrainienne

a elle-même fait circuler des photographies de ces redditions. Il faut toutefois se garder de s'emballer devant les récits d'effondrement russe ou de percée ukrainienne spectaculaire. Les avancées ukrainiennes sont constantes, mais lentes au regard des normes de l'histoire militaire des cent cinquante dernières années. Reste que même la cartographie DeepState de la ligne de front, réputée pour sa prudence, indique que les Russes sont repoussés de cinq à dix kilomètres par endroits, ce que confirment les communiqués officiels ukrainiens.

L'important, cette semaine, n'est pas seulement la progression ukrainienne, mais la manière dont elle est obtenue. Les Ukrainiens intensifient sans conteste l'usage des drones et des robots, qu'il s'agisse de modèles nouveaux ou de matériels anciens reconvertis. Sans vouloir céder à mon sujet de prédilection, force est de constater que la logistique est désormais dominée par les machines : environ 80 % des approvisionnements ukrainiens sont acheminés par véhicules autonomes, et 90 % des blessés sont évacués par ce moyen. Quand on sait combien de pertes humaines, dans les conflits passés, étaient dues aux défaillances logistiques, le basculement est frappant. L'avenir de la logistique militaire se transforme sous nos yeux.

Les robots mènent aussi des opérations offensives. Les Ukrainiens ont décrit la reconversion d'anciens blindés soviétiques BTR-60 en armes kamikazes sans équipage, chargées d'explosifs et lancées contre les lignes russes. Des véhicules terrestres sans pilote de nouvelle génération, conçus pour cet usage, opèrent par ailleurs quotidiennement. L'un des comptes rendus les plus intéressants décrit des engins équipés de lance-grenades qui s'approchent des positions russes, ouvrent le feu, puis poursuivent leur route jusqu'aux abris ennemis avant de s'y faire exploser. Détail peut-être le plus significatif, les Ukrainiens affirment piloter ces véhicules à distance, leurs opérateurs restant en sécurité à plusieurs dizaines de kilomètres du front. Compte tenu du rythme des

progrès technologiques dans ce conflit, cet écart devrait se creuser, ce qui signifie moins de pertes ukrainiennes et des difficultés croissantes pour la Russie. Zelensky lui-même a expliqué comment ces opérations réduisent les pertes de son armée. Vivaldi, au fil de ses révélations, témoigne de mois de préparation et de l'efficacité de la technologie pour inverser la tendance. Son succès explique aussi pourquoi la Russie se rabat de plus en plus sur les crimes de guerre.

Le donnant-donnant Trump-Poutine

Sans grande surprise, le *New York Times* a publié une enquête sur les accords commerciaux conclus entre Poutine et Trump, dont la gestion est confiée à leurs subordonnés. Les détails d'un accord ont enfin été mis au jour ; c'est un arrangement resté opaque jusqu'à présent, que je soupçonnais depuis longtemps : les paiements russes promis en échange de l'accord que Moscou souhaite sur l'annexion de terres et de populations ukrainiennes. On pourrait y voir le véritable coup de maître de Jared Kushner. C'est d'une vénalité sans nom, même à une époque d'extrême corruption.

Ces accords commerciaux ne sont pas nouveaux. Ils s'inscrivent dans un donnant-donnant de longue date. Pourquoi, à votre avis, Trump a-t-il privé l'Ukraine de défense aérienne ? Pourquoi le gouvernement américain exerce-t-il une pression immense sur l'Ukraine pour qu'elle cède davantage de territoire, au moment même où les Ukrainiens repoussent les Russes ? Pourquoi l'administration Trump laisse-t-elle fuiter à tout-va son intention de lever les sanctions contre la Russie dès que possible, comme l'a documenté *The Atlantic* ? Pour toucher une rémunération conséquente, l'administration Trump doit livrer à Poutine la victoire qu'il souhaite. C'est le véritable accord « gagnant-gagnant » dont parlait Kushner dans sa fameuse interview. Il l'a d'ailleurs dit sans détour : c'est le refus ukrainien

de céder davantage de territoires et de ressortissants à Poutine qui bloque l'accord : « Le président Poutine a clairement exposé ses objectifs. Si l'Ukraine souhaite se retirer pour respecter ces objectifs, alors il est évident que le reste de l'accord est prêt à être mis en place. »

Je ne comprends pas que cela surprenne encore.

L'administration Trump a fait des États-Unis les complices des crimes de guerre russes pour s'enrichir, elle et ses proches. Les enquêtes publiées ne font que le confirmer. La malhonnêteté est du côté de ceux qui ont fait semblant de croire, pendant vingt mois, que Trump pouvait réellement aider l'Ukraine.

L'argent coule à flots quand l'Ukraine est flouée. C'est la seule chose qui motive la politique américaine.